CONTRIBUTION AUX REFLEXIONS COLLECTIVES A PROPOS DE NOS "CORTEGES DE TETES"

Cet article provient de paris-luttes.info, où il est accessible dans son intégralité. Nous nous sommes permis de l'adapter au format de cette gazette, en le coupant fortement. Par ailleurs, nous serions ravis de rencontrer son auteur.

Il semble qu'avec du recul, le cortège de tête ait su rassembler pendant ces mois de luttes les composantes principales de ce qui a pu constituer le mouvement : syndicalistes de la base, autonomes partisan.e.s d'un processus insurrectionnel, lycéen.ne.s, étudiant.e.s, précaires, chômeur.se.s, retraité.e.s et autres révolté.e.s de tout poil. A différents moments, ces positions multiples ont su se rendre solidaires et complices. Cette solidarité, née dans le cortège de tête, mérite maintenant d'exploser au grand jour.

Nous sommes confronté.e.s au défi de fixer les dates de nos propres manifestations. Pourquoi, simultanément, ne pas s'émanciper du simple retrait de la loi travail ? Pourquoi ne pas mettre définitivement l'accent sur « le monde » qui la produit ? Plusieurs événements sont là pour porter ce glissement : la probable intervention sur la ZAD de Notre-Dame-des-Landes courant octobre ; un État d'urgence toujours plus long et répressif ; la mascarade des élections présidentielles.

Cela ne serait possible et imaginable qu'avec une autonomisation accrue vis-à-vis du monde syndical. Nous constatons en effet que le rythme et les modalités des luttes ne sont pas décidés par nous-mêmes, mais par nos directions syndicales. Les syndicats nous séparent, nous compartimentent. Cette compartimentation ne se fait pas qu'au niveau des luttes, elle se fait dans leur déroulement et leurs modalités mêmes : chacun lutte pour sa profession, pour sa corporation, pour son secteur, sur la seule base de revendications défensives.

Cette compartimentation ne va pas sans une part de répression. C'est ainsi que des membres de SO syndicaux font amis-amis avec des RG, ou que, sur un blocage, toute action qui n'est pas impulsée et validée par l'intersyndicale (action considérée alors comme «spontanée») est regardée de travers, sinon réprimandée. Comment véritablement s'unir si nos directions ou nos gardes-fous punissent le moindre écart ? Toutes ces préoccupations rejoignent celles de quitter les manifs-kermesses évitant à tout prix n'importe quelle forme de débordement. Le débordement est justement le caractère originel de notre mouvement.

De plus, les préavis de grèves, dans certaines situations, restent très difficiles à obtenir, ne sont donnés que pour une journée et sont très rarement reconductibles. Les dates fixées pour les mobilisations sont au choix inutilement multipliées (pour favoriser l'épuisement), ou éloignées (le temps de laisser s'assoupir la dynamique en marche). On se demande d'ailleurs si certaines directions ne sont pas sorties dans la rue uniquement avec cette perspective en vue : la concurrence syndicale pour remporter les élections professionnelles. La rue fait place à la campagne. Preuves que le syndicalisme classique reste un premier pas placé dans la politique classique. Les directions syndicales seront toujours là simplement pour négocier avec le pouvoir en place. A l'inverse, il me semble que nous voulons destituer ensemble le pouvoir de la politique et de son économie sur nos vies quotidiennes. Nos intérêts sont donc définitivement antagonistes. Nous ne critiquons pas ici l'initiative de monter des syndicats en étant salarié.e.s de base pour en faire un réel instrument de lutte, ni le fait de s'impliquer activement dans sa section syndicale pour lutter au jour le jour. Nous constatons juste que les possibilités de ces instruments restent trop limitées pour ce que nous voulons vraiment.

Affirmer notre autonomie sera un premier pas vers les possibilités d'une abolition de nos conditions et d'une rencontre réelle. Actuellement, le «milieu autonome» nie pourtant la contradiction fondamentale de notre système : l'exploitation quotidienne au travail, l'obligation de se vendre pour vivre. C'est cette contradiction qui peut se matérialiser de manière conflictuelle en retrouvant une certaine autonomie pratique. Agiter nos rues ne peut prendre sens qu'en agitant les lieux où l'on nous traîne chaque matin pour gagner de la thune... De même qu'il faut agiter nos quartiers, nos territoires, pour que nos vies s'agencent définitivement dans des dispositifs transversaux de subversion généralisée.

Aller au-delà du cadre syndical nous semble donc un premier pas pour se rencontrer réellement, mais un pas non auto-suffisant. Les salarié.e.s qui luttent sur leurs lieux de travail pourront, une fois maîtres de leur contestation, commencer à s'organiser concrètement, de manière plus offensive mais aussi plus énergique, directement contre leur boîte, pour reprendre possession de ce qu'ils veulent en faire ou tout simplement pour affirmer le refus des conditions proposées. Ils.elles seront plus facilement payé.e.s les jours de manifestations et de grèves. Ils pourront utiliser l'argent à meilleur escient que pour des formations bidons, des conseils d'entreprises simulés, ou des gros ballons CGT. Par exemple pour les caisses contre la répression, pour installer une vie sur les lieux productifs occupés, pour affréter des bus lors de moments butoirs, et bien d'autres choses encore.

Les autonomes qui luttent en bandes et les étudiants-lycéens sont déjà en train de s'organiser pour reprendre la rue, et pourront se coordonner avec eux pour les aider dans des moments importants : lors de la répression patronale ou judiciaire, lors de blocages majeurs, etc.

A terme, des comités de quartiers pourraient être le carrefour des luttes de logements, des migrants, écologiques et de toutes les initiatives autogestionnaires et/ou solidaires d'un quartier ! Certains quartiers ont déjà commencé : La Plaine à Marseille, La Place des Fêtes à Paris, et d'autres squats ou lieux associatifs qui font bouger les rues dans lesquelles ils habitent !

Occuper la ville concrètement en occupant des places, des bâtiments, des rues, doit se coupler avec l'occupation de nos lieux de travail et nos luttes dans le monde de l'exploitation. La proposition d'agiter et de saboter la campagne présidentielle déjà en cours, jusqu'à la date fatidique en 2017 où nous crierons dans la rue que nous n'avons rien posé dans l'urne cette fois-là, ne pourra qu'en être renforcée. Avancer ensemble ne pourra se faire sans des efforts des deux côtés : que les syndiqué.e.s réfléchissent sur leur autonomie et leur volonté d'actions ; que les «autonomes» non syndiqué.e.s acceptent de s'organiser avec les premiers en assemblées ou en groupes plus réduits.

Un contre-monde sera alors en construction permanente, du monde du travail à nos rues, de nos lieux de vies urbains à nos campagnes. Et ensemble, nous savons que nous ne nous arrêterons pas en si bon chemin.

PROCHAIN BANQUET

À L'ABORDAGE DES ÉLECTIONS PRÉSIDENTIELLES, SUIVI D'UNE DISCUSSION COLLECTIVE

SAMEDI 22 OCTOBRE, À 12H30 PLACE DES FÊTES

En attendant, cette gazette tentera, chaque mois, de ramasser quelques récits éparses de ceux qui se refusent d'être gouvernables, de ce terreau de militants, de syndicalistes, de collectifs, d'individus dont les gestes et les dires sont éminemment plus forts que ceux de n'importe quel candidat de l'éléction présidentielle.

ENVOYEZ-NOUS VOS CONTRIBUTIONS À
gazettedesingouvernables@riseup.net

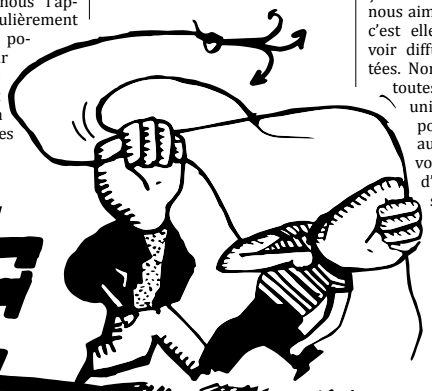
Un banquet s'est tenu dimanche dernier, sur le belvédère de Belleville. Ceux qui s'y étaient réunis ont affirmé leur volonté d'entretenir les solidarités et les ambitions nées au cours du mouvement contre la Loi travail, qui nous a tant liés. Aussi, furent discutées les nouvelles formes d'engagement politique que ce mouvement vit naître et qu'il s'agit désormais de défendre et de faire grandir, dans ces temps à venir marqués par les élections présidentielles.

Ces derniers mois, différentes initiatives ont en effet laissé voir que les volontés de rupture avec les formes traditionnelles de la politique étaient de plus en plus répandues : à Nuit Debout, dans le cortège de tête des différentes manifestations contre la loi travail et aux assemblées inter-luttes ou inter-pro, mais aussi sur les piquets de grève, à la ZAD ou à Calais : nombreux sont celles et ceux qui ont partagé des formes d'action et une idée de la politique qu'ils ne pourront plus jamais troquer contre un bulletin dans l'urne présidentielle. Ceux qui ont refusé de s'en remettre à un parti, à une direction syndicale ou à un candidat providentiel, estimant ces derniers bien trop distants des problèmes auxquels ils prétendent s'affronter, capables seuls d'édicter d'en-haut les façons adéquates d'agir politiquement. Qu'aurions-nous imaginé, qu'imaginerions-nous en leur absence? Si nous ne nous ressaisissons pas de notre propre capacité d'intervention politique, nous n'en saurons jamais rien.

En nous opposant à la tenue de ces élections, nous affirmons la volonté de recouvrir un geste politique dont nous nous trouvons chaque jour davantage dépossédés. Cette dépossession politique, nous l'appréhendons tout particulièrement en ces temps d'agitation politico-médiatique autour de la campagne présidentielle. On pense aux contenus mêmes de la campagne, dont nos oreilles seront assurément saturées, ou au discours condescendant et culpabilisant invitant toutes et tous à « prendre ses responsabilités » en allant voter. Face à l'un ou l'autre, nous aimerions faire entendre qu'il existe une infinité d'autres façons plus justes d'être « responsable » politiquement aujourd'hui – en luttant aux côtés des migrants qui traversent les frontières sous nos yeux, en s'attachant à détruire quotidiennement le poids de l'économie sur nos vies, en se mobilisant sur nos lieux de travail, en protégeant la ville contre ses assauts immobiliers, etc. Une infinité d'autres façons que les incitations au vote – où devrait venir s'échouer l'ensemble de nos aspirations politiques – tendent à étouffer.

Pour autant, nous ne souhaitons pas tant détourner nos regards de la folle agitation médiatique de la campagne présidentielle, que de mettre en lumière sa profonde nocivité. Des débats politiques y seront artificiellement soulevés (la « crise des migrants », la « réforme du code du travail », «l'immigration» ou « l'islamisme ») face auxquels l'enjeu pour chaque candidat ne sera, comme il est d'usage, pas tant d'apporter ses propres éléments de réponses, que de profiter des clivages identitaires et des diverses stigmatisations qui en émanent pour accroître propre popularité.

Loin de ces médiocres calculs électoraux, c'est à ces autres façons d'agir politiquement que nous aimerions donner une voix, c'est elles que nous aimerions voir diffusées, discutées, inventées. Non pas pour les ramener toutes derrière un masque uniformisant, mais plutôt pour que, ajoutées les unes aux autres, elles offrent à voir la richesse des formes d'organisation et de résistance déjà à l'œuvre aujourd'hui – et que celles-ci se conjuguent, s'articulent, et gagnent ainsi en force et en détermination. Jusqu'à rendre impossible, ou sans importance, le rite électoral et le tapage qui l'accompagne.



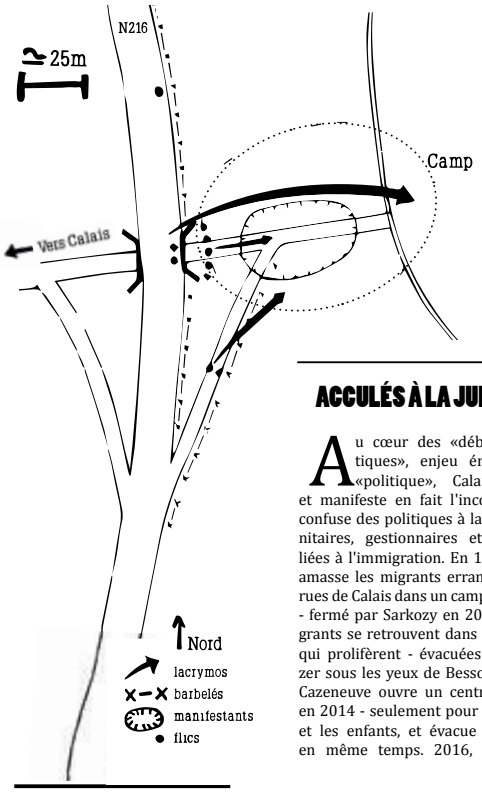
GAZETTE DES INGOUVERNABLES

>> JOURNAL À L'ABORDAGE DES ÉLECTIONS PRÉSIDENTIELLES

n° 1

A reproduire librement et massivement !
(demandez nous le pdf)

CALAIS le 1er octobre



ACCULÉS À LA JUNGLE

Au cœur des «débats médiatiques», enjeu éminemment «politique», Calais incarne et manifeste en fait l'inconséquence confuse des politiques à la fois humanitaires, gestionnaires et policières liées à l'immigration. En 1999, Jospin amasse les migrants errants dans les rues de Calais dans un camp à Sangatte - fermé par Sarkozy en 2002. Les migrants se retrouvent dans des jungles qui prolifèrent - évacuées au bulldozer sous les yeux de Besson en 2009. Cazeneuve ouvre un centre d'accueil en 2014 - seulement pour les femmes et les enfants, et évacue les jungles en même temps. 2016, la frénésie s'accélère: en janvier, Cazeneuve crée un camp de containers au coeur de la jungle; en mars, il expulse une partie de celle-ci tandis que l'autre partie continue à se masser contre les barbelés ceignant les containers; et en octobre, finalement, démantèlement: de la jungle entière, des tout récents containers également, et même du centre d'accueil datant d'à peine deux ans. Plus rien. Pour combien de temps, avant les nouveaux afflux et groupements de migrants, avant le nouveau spasme politique?

Dans ces cabrioles médiatiques et politiques, que peut-on alors espérer d'une manifestation comme celle organisée le 1er octobre à Calais?

A première vue pas grand chose, interdite qu'elle était et les cars de Paris bloqués au péage. La préfecture n'avait en effet pas oublié celle de janvier, durant laquelle des manifestants avaient réussi à déjouer le dispositif policier pour occuper pendant plusieurs heures un ferry - on ne peut savoir si certains migrants ont pu à cette occasion passer en Angleterre. Malgré les risques, cela révèle que pour beaucoup une telle manifestation prend sens, moins dans une logique revendicative, que comme moment possible d'une action collective. Cela notamment pour les plus pauvres d'entre les migrants, qui n'ont pas ou plus les moyens de payer un passeur.

Ces manifestations ne feront certes pas s'ouvrir la frontière, d'ailleurs les autorités les épongent médiatiquement. Mais scander ensemble « UK! » à proximité de la route qui mène au terminal des ferries (cette fois bloquée en haut, en bas et jusqu'à l'horizon), c'est pour les habitants de la jungle l'occasion de porter enfin leur voix, de se doter d'une visibilité - celles qui leur sont précisément déniées quand on les (dé)considère comme une population à contrôler, à gérer, à aider, une population dont on n'entend jamais les voix, dont on voit rarement les visages, dont on ne connaît pas les histoires. La manifestation a ainsi été l'occasion, pour les migrants qui le voulaient, de se saisir collectivement de leur situation.

Acculés à la jungle dont ils ne pouvaient sortir, bloqués par une rangée de CRS sous le pont, une rangée de CRS sur le pont, et une enfilade de camions à l'horizon, les réfugiés n'avaient rien d'autre à faire que persister à se rassembler à nouveau après chaque dispersion pendant des heures, malgré la pluie, malgré les lacrymos et le canon à eau. Pourquoi ? Parce que se tenir ensemble autour d'un but commun a bien un sens politique. Rester sous une pluie battante et un déluge de lacrymogènes n'a de sens que parce que nous sommes ensemble, parce que notre objectif est politique. Et celui-ci est évidemment tangible lorsque ce but est le passage d'une frontière physique.

Tous les habitants du camp ne partagent pas ce désir, loin de là : certains critiquent radicalement toute action de ce genre, beaucoup s'indignent des jets de pierres, d'autres aussi se contentent d'observer.

Malgré tout, ce sont bien les migrants qui ont mené cette manifestation, pas les militants. C'est ce qui a permis d'en faire un moment de rencontre - avec les risques et inimitiés que cela comporte. Filer du maalox, partager un abri ou rire à voir les gens danser sous la pluie et le regard des flics, sont des gestes d'une évidence partagée, au-delà de la charité, au-delà de l'instrumentalisation.

Donc la manifestation a été bloquée, impuissante à rejoindre ni la ville ni la frontière, le camp entier a été gazé et pas seulement ceux qui avaient choisi de participer à l'action. Pourtant s'est éprouvée une façon de se tenir ensemble politiquement, qui nous rend capable d'affirmer une voix qu'on n'entend d'habitude pas et nous dote d'une prise sur le réel malgré les divergences de positions et de situations. Il reste beaucoup de pratiques communes à inventer et beaucoup à apprendre dans la tenue de ces rencontres et des ces alliances.

Certes ponctuelle dans la lutte avec et pour les migrants, la manifestation est apparue comme un moment fort et commun de cette difficile construction d'une amitié politique, scellée à cette occasion dans des gestes partagés et frayée dans le creux des faux-semblants institutionnels.

Quelques manifestants.

NOUS SOMMES À CALAIS

J'ai froid. C'est pourtant pas l'hiver. Je transpire. C'est pourtant pas l'été. Tout tourne autour de moi. Mes camarades « totos » me jettent des regards étranges. Derrières leurs cagoules, leurs lunettes, leurs gants, leurs k-ways, je le vois, je le sens. Le rite habituel ne fonctionne pas ici. Nous sommes à Calais.

Le lendemain, la presse dit que des « No Borders » ont soutenu l'émeute des migrants. Je ne sais pas ce que c'est un « No Borders » moi. J'imagine que c'est plus facile de dire ça, les gens qui lisent leur feuille de choux comprennent plus vite. On est « No Borders » dès qu'on est en noir et qu'on a une cagoule. Nous sommes à Calais.

Ici, il fait froid mais le sourire des migrants est si chaleureux qu'on arrive presque à oublier le paysage ambiant. Ici, c'est une grille blanche ornée de barbelées immenses qui nous entoure. Ici, c'est un bidonville qu'on appelle « jungle ». Et, les migrants rigolent en faisant la queue pour le repas de l'association « utopia ». Nous sommes à Calais.

À la première lacrymo, j'étais déjà presque évanoui. Sous le pont, tandis que la pluie glacée martelait le sol, que les « UK » hystériques des migrants emplissaient l'atmosphère de tension, que les regards des CRS se faisaient plus durs et hostiles, que ce tout se faisait si oppressant que je sentais mon regard s'embuer, mes jambes flageoler, mes mains trembler. Tout cela est irréel. Mon voisin me sourit. « Tonight, we are in London my friend ». Bordel, s'il savait. Nous sommes à Calais.

Exfiltré par les copains.ines, tenus solidement par l'une d'entre eux, je le sens. Ici c'est l'enfer. Et les galets des grenades qui jonchent le sol, indéfectiblement, et les sirènes qui lancinent l'air, impressionnantes, et l'eau du camion anti-émeute, glaciale, et les flashballs qui pleuvent sur nous, brutalement, et les tonfas qui s'élèvent, sauvagement, tout cela vient nous le rappeler, constamment. Nous sommes à Calais.

G.

LA ZAD le 8 octobre

IL PARAIT QUE MEME LES SANGLIERS SE PREPARENT...

Ca y est, on arrive enfin !

Paris-NDDL : 6h de route. Certains ont fait plus, pour planter leurs bâtons ce 8 octobre, mais 6h ça vous tasse le cul et ramollie les mollets. En retard, parce que pas doués pour l'organisation il faut l'avouer, on se retrouve tout de même pris dans un flot continue de bagnoles et de piétons. Ça braille, ça chante, ça rigole, ça zigzag : un joyeux bordel bien plaisant en somme. Sur le chemin on croise pas mal de gens différents. Se trouve réunit des écolos, des syndicalistes, des autonomes, des teufeurs-travelers, des féministes, etc... Des familles du coin et des paysans sont aussi de la partie, bien plus habitués que les autres à passer dans les environs.

Comme il fait beau, sympathique attention de la nature, les gens sont éparpillés un peu partout dans l'immense champs transformé, pour l'occasion, en festival. Une déambulation constante s'opère entre les cantines à prix libre, le stand de tire à la fronde (sur une carcasse déguisé en voiture de flic qui soulève un hourra général à chaque impact), les bars, un chantier où des charpentiers érigent « le hangar de l'avenir » et la scène principale sur laquelle les discours d'information ou de soutien se succèdent, parfois sérieux, parfois avec humour (la palme revenant aux gens de Bure qui annoncent la vente, à prix libre, des bouts du mur de l'Andra détruit cet été). Bon nombre de personnes, venant pour la première fois, marchent à la découverte du Bocage. Découverte des maisons construites, mais aussi celles qui furent expulsées. La marche à travers champs et forêts laisse apparaître les restes des résistances passées, ainsi que les débuts de celles à venir. Barricades, tranchées, points d'observation et maisons de replis s'érigent à travers bois, selon un agencement incompréhensible pour les nouveaux venus, mais qui rappellent la volonté de certains de détruire le lieux et celle d'autres de résister.

Cependant, l'heure est plutôt à la fête, d'autant qu'il est presque 19h, les concerts débutent et certains disent « au revoir et à bientôt ! ». La fiesta battra son plein jusqu'à 3h du matin, 7h pour les plus motivés. Le lendemain, le bocage se vide lentement, bien que le stand de tir attire toujours autant, et que des activités et discutions sont lancées. Certains se remettent tranquillement de la nouba de la veille, les charpentiers ont repris leur travail, ponctué de pauses pour discuter avec qui veut. La vie des habitants de la ZAD reprend, avec ses impératifs, ses espérances, ses doutes et angoisses, mais l'objectif du week-end est atteint : du monde est venu, du monde viendra lorsqu'il le faudra et, à ce qu'il paraît, même les sangliers se préparent.

F

PLACE DES FÊTES tous les samedis

Suite aux attentats janvier 2015, des habitants des alentours de la Place des Fêtes décident d'agir. Si les motivations sont variées, il apparaît qu'il nous faut être dans l'action si on veut se fédérer.

On commence par organiser des cafés gratuits sur le marché de Télégraphe. Puis une tentative de « crieurs publiques » à partir de messages d'habitants aux habitants est testée, mais peu concluante. On lance la « zone de gratuité » (chacun dépose des affaires et peut se servir librement), succès.

Un an plus tard, c'est au Doc, squat artistique du quartier, que se déroulent les zones de gratuité. Puis, avec les beaux jours, on décide d'investir la Place des Fêtes pour être plus visibles et pour lancer parallèlement une assemblée de quartier.

Notre première assemblée a lieu en avril. En écho à Nuit Debout elle est baptisée Debout Place des Fêtes. Aujourd'hui, elle a lieu chaque semaine ; nous sommes moins nombreux qu'au début, mais des pistes d'actions locales s'en dégagent. >>

Des participants à l'assemblée ont organisé des projections de « Merci Patron » ou de « Quand la France s'embrase », un banquet partagé, des zones de gratuité mensuelles, une journée de radio avec FPP. Contre la loi « Travaille!» et son monde, des départs collectifs depuis Place des Fêtes sont prévus lors de chaque journée de manifestation, pour rejoindre le cortège de tête en commençant par déambuler dans les rues du quartier.

En parallèle à tout ça, des actions de sensibilisation au TAFTA, des actions antipub, des discussions informelles avec des jeunes à propos de la mort de Adama Traore ont eu lieu.

Pour échanger avec des voisins éloignés des modes de luttes traditionnels et des rencontres collectives formelles, on va à leur rencontre avec des questions telles que « qu'est-ce qui vous met en rage ?» et on prend le temps de discuter avec tous ceux que ça interpelle. C'est le « porteur de paroles». Nous cherchons des façons de nouer des liens autrement qu'en faisant de la politique à l'ancienne. Nous engageons des rapprochements avec d'autres initiatives du quartier. Nous essayons de jeter des passerelles avec d'autres collectifs « autonomes » dans et autour de Paris.

Nous sommes convaincus que nous ne pouvons compter que sur nous. Nous cherchons collectivement, patiemment, sensiblement, les outils qui nous permettraient de fédérer notre quartier afin de le muscler, et, qui sais de nous réapproprier, rue à rue, bloc à bloc, nos territoires et nos imaginaires.

2 participants à l'assemblée
Debout Place des Fêtes.

DEBOUT PLACE DES FÊTES!
assemblée de quartier
le samedi, à 16 h.

VOTE TOUJOURS, TU MINTÉRESSES !

«Comme la grande majorité, les présidentielles ne m'intéressent pas ; La politique spectacle est de plus en plus pathétique. Les « moi, président, je… », qui relayés par les menâtes des médias ainsi que les partis politiques « écuries» me font vomir.

Cela dit, à mon sens, il me semble qu'il n'est pas utile de déglinguer un abribus ou une permanence du PS, ou encore de mettre de la colle sur une urne, car cela ne changera pas notre immonde société où la barbarie du capitalisme règne pour préserver la rente et maintenir dans la misère et la précarité des centaines de millions de femmes et d'hommes.

Tous les gouvernements de droite et de gauche de la planète ont le rôle de favoriser l'expansion capitaliste, jusqu'à subventionner le capital avec l'argent des contribuables, jusqu'à organiser des guerres pour lui conquérir des nouveaux marchés, jusqu'à l'aider à piller les ressources naturelles.

C'est pourquoi nos gouvernements organisent des élections, truquées. « Vote toujours tu m'intéresses ».

A l'abordage est un joli nom, il me plait. Imaginons un mouvement de fond qui va à l'abordage. Ce serait une autre histoire.

Chers amis, posons-nous un moment et travaillons à amplifier « l'abordage » pour qu'il devienne un tsunami. Travaillons à comment faire pour que cela advienne. A mon sens un collectif ne suffit pas, cela ressemblerait à une piqûre de moustique. Un collectif par arrondissement sur Paris donne la mesure pour que cela s'étende sur les autres villes en France et ailleurs, à l'image de l'occupation des places.

Chers amis du grand banquet, travaillons à cela, suggérons des questions et pas des réponses. Nous aurons les réponses en élargissant les collectifs à la population, en les démultipliant. En frottant nos cervelles, le débat peut produire l'intelligence collective, il peut produire aussi un mode de vie solidaire. Nuit debout l'a montré. Il y a des centaines d'exemples à travers le monde. Comment faire pour coordonner ces initiatives? C'est la vraie difficulté, travaillons à cela. 1789 n'est arrivée que parce que des milliers d'assemblées de villages élaboraient des cahiers de doléances.

En 1871, « la commune » a été le produit de milliers de clubs qui débattaient de comment vivre ensemble, jusque dans les moindres détails de la vie.

Ces quelques lignes n'ont qu'un but : le débat avant l'action et pas l'inverse si nous voulons changer ce monde.

Salut à vous et au prochain banquet.

Jacky